

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA LUTTE OUVRIÈRE

Organe Hebdomadaire du Part Ouvrier Internationaliste (Bolchevik-Léniniste)
Section Française de la IV^e Internationale

VENDREDI

7 OCTOBRE 1938

3^e Année — Numéro 93

Le Numéro : 0 fr. 50

RÉDACTION - ADMINISTRATION

15, passage Dubail
(54, boul. Magenta), Paris (10^e)

ABONNEMENTS :

France et colonies : 1 an, 22 fr.,
6 mois, 11 fr.; 3 mois, 5 fr.

Etranger : 1 an, 40 fr.; 6 mois,
20 fr.; 3 mois, 10 fr.

Compte chèque postal : Rousset
2247-23 Paris.

LES DEUX CENTS FAMILLES DOIVENT PAYER LA "NOTE"

**La préparation à la guerre
et la paix impérialiste
coûtent cher !**

Atmosphère générale de sculagement. On respire mieux à son aise. La guerre impérialiste a reculé son échéance de par la volonté des maîtres bourgeois de l'Europe effrayés de l'issue révolutionnaire possible d'une guerre mondiale.

C'est la paix impérialiste, un répit lourd de menaces contre la classe ouvrière.

Le radical Mistler, ex-Front Populaire, Président de la Commission des Affaires Etrangères au Parlement bourgeois, nous avertit que les arsenaux produisent beaucoup trop cher, qu'il faut remettre la France au travail par l'organisation de camps de travail et museler les démagogues.

Ainsi, ces radicaillons, au blason redoré par le Front Populaire et surtout par le Parti dit Communiste, préparent la voie au fascisme en France pour que ce soient les masses travailleuses qui supportent les frais de la paix de Munich.

Malheureusement le mouvement ouvrier vient de subir de rudes épreuves, ses rangs sont considérablement affaiblis. Les désillusions se succèdent, la démoralisation pénètre dans son sein plus profondément.

Cependant la lutte des classes continue. Elle n'aurait jamais du cesser de la part des ouvriers. Messieurs les chefs staliniens du bâtiment ont trahi les intérêts des travailleurs au nom de la défense nationale. Leurs collègues des métaux s'apprétaient à engager les métallos de l'aviation à faire 48 heures et même 54 heures pour la défense nationale. Les dirigeants staliniens, approuvés par les réformistes dans ce domaine, ont aidé la bourgeoisie pour payer les frais de sa mobilisation.

Ce qui n'a pas empêché celle-ci de faire fonctionner la planche à billets, de faire de l'inflation. Le coût de la vie va encore augmenter.

Notre lutte de classe continue pour s'opposer à toute nouvelle atteinte à nos conditions d'existence, pour arracher des augmentations de salaires, l'échelle mobile, le renouvellement des conventions collectives.

Notre lutte de classe continue par la préparation systématique d'une occupation généralisée des entreprises pour arracher une victoire plus décisive encore que celle de juin 36.

Plus décisive parce que les travailleurs ne feront plus de Front populaire de collaboration des classes, de trahison de leurs intérêts, mais un front unique prolétarien s'élargissant à toute la masse exploitée en lutte.

Pour cela il serait nécessaire que le front unique d'action contre la guerre déjà réalisé se maintienne et s'élargisse. Bien sûr dans les organisations syndicales, il y aura des camarades syndicalistes purs qui s'y opposeront. Ceux-là considèrent le front unique contre la guerre comme un accord circonstanciel dans une situation exceptionnelle. Cette situation ayant disparu, le front unique n'a plus de raison d'être pour eux.

Nous croyons au contraire que les organisations de la classe ouvrière sont surtout faites pour les situations exceptionnelles. Or ces dernières surgiront à nouveau et nous devons nous préparer à les surmonter victorieusement.

Comment le faire ? Sinon déjà en nous rencontrant, en luttant ensemble pour des objectifs immédiats qui sont communs aux organisations unies dans la dernière situation exceptionnelle.

C'est la seule possibilité, avec nos faibles forces respectives, que nous ayons pour réussir à entraîner le mouvement ouvrier dans la lutte de classe contre le régime et ses laquais qui veulent faire payer aux travailleurs de ce pays les frais de leur paix de Munich.

La Leçon

Où ont été les véritables
adversaires de la guerre ?

Travailleurs de France! Souvenez-vous !

Il n'est pas trop tard pour tirer la leçon des événements que nous avons vécus. Chaque ouvrier doit jeter un coup d'œil sur ces derniers jours, afin de répondre à la question : quelle organisation a effectivement, c'est-à-dire par une politique juste, su résister à la guerre ?

Et tout d'abord, pour répondre à cette question, il est bon que soit claire, la divergence d'opinion manifestée dans le camp impérialiste.

Ensuite, nous donnerons le bref ta-

bleau des positions prises dans le camp prolétarien, par les principaux partis politiques. La question de l'attitude des organisations syndicales est traitée par ailleurs.

Oppositions dans le camp bourgeois

Daladier fait saisir l'affiche de Flandin-Doriot ; puis il applique la politique Flandin-Doriot.

Ce fait capital montre ce que les oppositions dans le camp bourgeois ont de relatif : tous ces gens-là sont pour la guerre impérialiste, mais selon des modalités différentes.

La feuille Doriot hurle « le communisme voilà l'ennemi » au nom des nécessités de la « Défense Nationale ». Et Doriot-Flandin approuvaient les mesures de mobilisation, de guerre, s'affirmaient prêts à marcher tout en exigeant l'extermination des libertés ouvrières.

Cependant, ils exigeaient au préalable que toutes les négociations et concessions possibles soient épuisées. Leur mot d'ordre « Négociations et concessions à Hitler ! ». C'est par là que passe la divergence avec les partisans de la politique diplomatique opposée qui va de Buré-Kérillis à l'Humanité. Cette politique s'exprimait ainsi : Faisons jouer les Pactes ; résistons. Autrement dit : assez de concessions. Mobilisation générale. Le gouvernement impérialiste Daladier a constamment utilisé les deux camps, parce qu'il avait besoin des deux d'une part pour négocier, d'autre part pour mobiliser. Il a finalement choisi la solution du premier camp, sans abandonner la ligne moyenne qui réalise « l'unanimité » française chère à Duclos : des sacrifices pour la Défense Nationale et la guerre.

(Lire la suite page 4)

C'est le moment de nous aider !

SOUSCRIPTION

Boitel	100. »
Portail	100. »
Marcelle	150. »
Ago	150. »
17 ^e Cellule	50. »
Clart	150. »
Fl.	300. »
15 ^e Cellule	150. »
Coudrin	50. »
de l'Yonne	15. »
Chauvin	50. »
Guérin	150. »
Créteil	50. »
Jo (14 ^e)	5. »
Rosette	50. »
Pierre (14 ^e)	5. »
Georges	5. »
André (14 ^e)	5. »

Cette semaine un meilleur effort a été fait.

Mais bien insuffisant en égard des possibilités.

Doriot et Cie demandent de l'argent pour leur politique de Pacte à Quatre et de fascisme !

Envoyez-nous le maximum pour notre politique de lutte de classe et de révolution socialiste !

Ni Guerre impérialiste

Ni Paix impérialiste

Action de classe pour la Révolution Socialiste et les États-Unis Soviétique d'Europe

La Guerre évitée. Pourquoi ? Comment ?

Nous avons vécu, ces dernières semaines, la crise internationale la plus aiguë qui ait secoué l'Europe depuis la guerre de 1914. Nous avons été à deux doigts de la guerre.

La guerre a reculé par suite des rapports des forces impérialistes, non sous la pression des forces travailleuses et de la lutte prolétarienne. Si les bourgeoisies nationales s'étaient senties prêtes à s'affronter, si elles avaient été assurées de leurs appareils de domination, si elles avaient pensé que les « soupapes de sûreté » fonctionneraient efficacement, les protestations « pacifistes », les kilos de papiers noircis de signatures n'auraient pesé pour rien dans la balance des forces.

Le seul avantage que les travailleurs aient retiré de ce recul — et nous avons montré que nous le mettions au plus haut prix — est d'avoir évité la guerre immédiate, d'avoir gagné du temps pour leur lutte.

Si les travailleurs ne savent pas tirer la seule leçon que ce recul comporte : l'urgente nécessité pour eux d'organiser mondialement dans des conditions de lutte beaucoup plus dures l'action de classe contre le capitalisme et son effet inévitable, la guerre, ils subiront immédiatement une aggravation de leur misère sans comparaison avec le passé ; et bientôt un carnage mondial plus ample et plus sanglant que celui dont nous venons d'être menacés.

Les accords des brigands de Munich. Leurs sens. Leurs conséquences.

Munich marque une victoire importante de l'impérialisme allemand dans la voie de son expansion. L'obstacle fondamental, dressé par les impérialismes de Versailles contre l'expansion allemande, se trouve disloqué, détruit dans sa première forme. Pour y parvenir, le capitalisme allemand était prêt à aller même jusqu'à la guerre, s'il l'avait fallu.

Cette épreuve de force, le capitalisme allemand l'a acceptée. En son nom les chefs de bandes nazis ont multiplié les « manœuvres brutales ».

En son nom, mais sur un autre tableau, les forces profondes, grand capital, Reichswaer, ont jaugé jusqu'où ils pouvaient aller, aux meilleures conditions, avec le minimum de frais ; et ce qu'il convenait d'abandonner provisoirement à de meilleures circonstances. Ce jeu d'évaluation, fort habilement mené a rencontré, sur le même plan, l'empirisme réaliste de Chamberlain.

De ce jeu épuisant d'épreuves de forces que nous venons de vivre l'accord de Munich est sorti. L'impérialisme allemand y gagne 3 millions et demi de travailleurs ; d'importantes régions industrielles ; des positions stratégiques capitales ; et surtout la dislocation — momentanément — du système des forces anti-allemandes édifié à Versailles par l'impérialisme français.

Le regroupement des puissances.

Et c'est la première conclusion à dégager. L'impérialisme qui fait les frais de l'accord de Munich est la France.

« On manquerait de sincérité, écrit Churchill dans Paris-Soir du 5 cou-

rant, en niant que toute la base de la politique étrangère française en Europe centrale et orientale a disparu ».

Au cours de la crise, seul l'impérialisme anglais est apparu comme le seul partenaire réel de l'Allemagne. Jouant la carte des concessions et du « recul stratégique » devant l'expansion allemande, il a contraint la France, incapable d'assumer, isolée, les conséquences de sa position hégémonique dans l'Europe de Versailles, à suivre purement et simplement son sillage et à faire les frais de l'opération.

L'Europe de Versailles a reçu un coup mortel. Le système anti-allemand en Europe centrale et orientale n'est plus que ruines. L'Allemagne, victorieuse de l'opération, se trouve face à face avec l'Angleterre, et, dans cette mesure, avec le bloc franco-anglais. Dans cette nouvelle conjoncture, s'orientent-ils vers un nouveau système européen ?

Bornons-nous aux quelques faits précis, qui se dessinent actuellement. Le système versaillais, le condominium franco-anglais en Europe et ses instruments : « la sécurité collective », l'« indivisibilité de la paix » (de la paix impérialiste de Versailles naturellement) de la S.D.N. sont définitivement passés au rang des vieilles lunes. Les impérialismes dominants doivent reconstruire leurs alliances à frais nouveaux, tenant compte d'un nouveau rapport des forces. Dès maintenant, s'esquisse un regroupement des petites puissances d'Europe ouest-orientale ; graviteront-elles autour de l'impérialisme allemand en expansion ? Reconstitueront-elles un bloc anti-allemand au service des anglo-français, pour arrêter cette expansion ? Au lendemain de la « paix » impérialiste de Munich une lutte acharnée s'esquisse déjà. L'Allemagne et l'Angleterre sont déjà aux prises en Tchecoslovaquie, en Hongrie, en Roumanie, en Yougoslavie, en Pologne. Français et Anglais tentent de reconstruire, y compris la Tchecoslovaquie diminuée, une nouvelle entente européenne contre l'Allemagne. On se trouve donc devant un regroupement d'alliance, dont les lignes maîtresses ne se dessinent pas encore nettement. Mais, par contre, ce rajustement se fera sur la base de faits, qui sont, quant à eux, dès maintenant, nettement acquis.

Conséquences immédiates de la « Paix » de Munich.

1) Un renforcement des régimes fascistes en Europe.

Dix millions d'Allemands incorporés au Reich sans guerre ne changent rien, sinon qu'ils les aggravent, aux contradictions internes du fascisme allemand ; mais ils constituent pour Hitler un succès impérialiste, qui réplâtre pour un temps son prestige.

Le cas est encore plus typique pour le régime mussolinien, qui ne retire aucun autre avantage de Munich que son succès de prestige. Mussolini est apparu à Munich comme le « médiateur », le « sauveur de la paix ». Il y a réellement gagné le renforcement de son régime sérieusement ébranlé.

2) La deuxième conséquence de la paix impérialiste est une accélération immédiate de la course aux armements dans tous les pays. L'une des raisons du compromis actuel est l'état d'impréparation militaire relatif des « démocraties occidentales ». Conclusion : « Quel que soit notre nouveau système de résistance impérialiste, mettons notre force armée au niveau d'une résistance efficace à une nou-

QUE VEUT LA « PAIX »

velle poussée rivale. Conclusion du bord opposé : « Maintenant par tous les moyens notre marge de supériorité ». Derrière l'annonce de négociations pour le désarmement, la réduction des armements, le pacte aérien et autres calembredaines, apparaît un nouveau cycle de course aux armements.

3) Le succès des régimes fascistes et la nouvelle course aux armements situent la paix impérialiste dans une atmosphère de réaction grandissante. Le compromis apparaît aux bourgeoisies de tous les pays comme la dernière alerte sérieuse dans la voie du conflit mondial. Conséquences : toutes travailleront de force à mettre leur économie, leur peuple, leurs armements au niveau des rivaux les plus résolus. A travers tout l'Europe s'étend un vent de concentration capitaliste impitoyable, de production de guerre amplifiée, d'abaissement du niveau de vie, de militarisation des masses, de destruction des libertés démocratiques restantes. Sur le plan im-

périaliste, on ne vainc le fascisme qu'en lui empruntant ses méthodes.

La première victime, le peuple Espagnol.

4) La première victime de l'accord des quatre brigands sera le peuple espagnol.

Nous avons inlassablement répété : Faire confiance aux « impérialismes démocratiques », à la démocratie bourgeoise, à la bureaucratie stalinienne réprimer la lutte ouvrière pour la révolution socialiste, c'est préparer le triomphe de Franco, la défaite des « gouvernementaux », l'écrasement des travailleurs espagnols. Nous y sommes. Après s'être mis d'accord pour étouffer la révolution ouvrière en Espagne, les quatre brigands impérialistes vont livrer l'Espagne à Franco.

Le sinistre Négrin a tout fait pour aboutir à cela. Son programme de 13

DANS LES S

DANS LES P. T. T.

Une seule action contre la guerre : ACTION DE CLASSE !

Depuis trois semaines la préparation technique d'un conflit armé pèse lourdement sur les épaules de tous les travailleurs et particulièrement sur celles des postiers.

La mobilisation fractionnée poursuivie avec méthode par le gouvernement Daladier, les alternatives d'espoir et de désespoir ont créé dans tout le pays une atmosphère de panique qui s'est traduite par une recrudescence du trafic télégraphique, postal et surtout téléphonique.

Pour écouler ce trafic : un personnel déjà insuffisant en temps normal, diminué encore par le départ de nombreux réservistes, d'où aggravation des heures de travail, service le dimanche sans repos compensateur. Ceci s'ajoutant à la suppression des congés et à une légitime tension nerveuse.

La section téléphonique se refusant à laisser supporter les frais de la préparation de la guerre par les travailleurs des P.T.T. a alerté le Bureau syndical et a demandé au secrétaire général d'exiger immédiatement de l'Administration le personnel suffisant, le remplacement des unités mobilisées, et en cas de refus, d'appeler le personnel des P.T.T. à l'action directe pour le maintien des heures et des conditions normales de travail, considérant que c'était là le seul moyen pour les travailleurs des P.T.T. de lutter contre la guerre, en n'acceptant pas de faire les frais de la mobilisation.

Mais on ne peut pas d'une part, s'accrocher à l'Alliance démocratique, féliciter le gouvernement Daladier, et d'autre part, défendre les intérêts des travailleurs en luttant contre ce même gouvernement : il faut choisir ; le

secrétaire général, en déclarant à une délégation « qu'il se moquait de la situation présente », a sacrifié les intérêts des postiers.

Ainsi, la direction syndicale réformiste des Agents des P.T.T. qui prétend lutter contre la guerre, accepte pratiquement la participation de ses mandants à sa préparation et rejoint dans les faits celle de la C.G.T. quand elle accepte les 45 heures par semaine pour les services travaillant à la « Défense Nationale ».

Nous continuerons à penser : une seule action contre la guerre, continuation de la lutte contre nos exploités, contre l'Etat Patron. Pas une heure supplémentaire pour la Défense Nationale. Défense acharnée de nos conditions de travail.

Les postiers ne veulent pas aider à la préparation de la guerre impérialiste, et ils sauront reconnaître ceux qui luttent efficacement contre elle et défendent leurs intérêts de travailleurs.

A propos des manœuvres de M. MOLINIER

La place nous manque pour donner in-extenso cette semaine la résolution du S.I., et la déclaration de nos camarades américains concernant la question de l'adhésion du P.C.I. à la Quatrième Internationale.

On verra comment une nouvelle fois M. Molinier par ses manœuvres, a empêché cette unification.

EUT IDIRIE DIE MUNICH ?

points, destiné à lui gagner la confiance des éléments capitalistes nationaux et étrangers, son projet de retrait des volontaires, sa proclamation d'un « gouvernement fort », sa sanglante besogne de répression anti-ouvrière auront été autant de gages de sa propre défaite. La bureaucratie stalinienne, après n'être intervenue que pour écraser la révolution d'octobre espagnole, abandonne cyniquement les travailleurs ibériques au massacre. Un immonde article de Marty explique la nécessité de la « pacification » pour permettre au bloc franco-anglais de se concilier le nouveau « gouvernement national » sur le dos des travailleurs, déjà épuisés par la lutte.

L'isolement de l'U.R.S.S.

5) L'isolement de l'U.R.S.S. est aussi la conséquence directe des accords de Munich. La bureaucratie stalinienne et ses valets dans tous les pays avait décidément substitué, peu après

l'avènement d'Hitler, au soutien révolutionnaire des travailleurs du monde le bloc d'alliance avec les impérialismes de Versailles. Pour y parvenir, les travailleurs de ces pays avaient été trahis, livrés à leurs bourgeoisies, enchaînés à l'Union sacrée derrière elle. Tout cela n'a servi à rien. Au delà des accords circonstanciels, ces impérialismes n'ont pas oublié un instant leur hostilité fondamentale contre le régime soviétique. Le bloc franco-anglais a fait savoir qu'il considérait la perspective d'une résistance tchèque, soutenue militairement par l'U.R.S.S. comme le principal danger, et que, contre lui, il se joindrait le cas échéant, aux adversaires germano-italiens. Toute l'affaire s'est conclue sans l'U.R.S.S. et l'U.R.S.S. isolée peut constituer demain la base d'un compromis des brigands impérialistes. De tels faits devraient au moins porter à la réflexion les autruches ultra-gauchistes et autres artisans d'une « union soviétique, moteur du bloc impérialiste anti-allemand ».

S SYNDICATS

Réformistes et Staliniens de la Fédération des Métaux pour les 54 h.

L'abandon de la lutte dans le bâtiment parisien marquait un recul considérable de la classe ouvrière dans la voie de l'union sacrée.

La Fédération des Métaux pour ne pas rester en arrière, acceptait le 29 septembre de faire travailler les ouvriers de l'aviation le samedi, c'est-à-dire 6 fois 9 heures de travail soit 54 heures.

Le communiqué paru dans la presse du 30 septembre portait à la fois les signatures des staliniens Crozat, Seignat, Borne et Vrigneaud et celles des réformistes Chevaline, Roy et Duhamel (ce dernier pour les techniciens de l'aviation).

Ainsi donc, le camarade Roy, qui, dans de nombreux articles « lutte » pour l'indépendance du syndicalisme, contre les heures supplémentaires, contre la guerre même, n'hésite pas à faire acte belliciste contre la classe ouvrière en lui octroyant des heures supplémentaires. La « Lutte Ouvrière » a souvent dénoncé les luttes de boutiques sous le couvert de l'indépendance, seul le programme compte et dans l'union sacrée ils se retrouvent tous.

Le jeudi 29 septembre, après la signature de l'accord, alors que déjà la presse du soir l'avait inséré, les responsables syndicaux le faisaient accepter dans les usines. Drôle de démocratie.

Le lendemain vendredi, le pacte à quatre signé la nuit à Munich était publié ! L'U.R.S.S. n'étant pas dans le coup, les staliniens changent d'opinion et indiquent aux ouvriers de l'aviation qu'ils n'ont pas à travailler le samedi. Inutile de dire que, s'il y avait eu des accrochages la veille, il n'y en eut pas ce jour.

Les patrons et le Ministre de l'Air

sentant la manœuvre stalinienne, faisaient savoir vendredi soir et samedi matin aux quelques employés et techniciens venus travailler (Duhamel pour s'opposer aux staliniens leur avait indiqué que rien n'était changé dans l'accord), que « la détente générale » leur permettait de revenir sur l'accord, le sacrifice des travailleurs de l'aviation ne s'imposait plus. Un malaise règne dans l'aviation, des syndiqués déchirent leurs cartes confédérales. La gymnastique à laquelle les travailleurs sont soumis depuis deux ans les a épuisés.

C'en est assez de cette politique de conciliation avec les patrons et le gouvernement. Les travailleurs de l'aviation, avant-garde du mouvement ouvrier en juin 1936 doivent reprendre leur place dans la lutte. Pour ce faire, ils devront se débarrasser de toute la bureaucratie réformiste et créer leurs cadres révolutionnaires.

Lisez "Révolution"

ORGANE DES J. S. R.

La Jeunesse Socialiste Révolutionnaire publie sur 6 pages un excellent numéro d'octobre de son organe « Révolution ». A noter entre autres : l'article de W. Held « La défense de la Tchécoslovaquie » ; le compte-rendu de la Conférence Internationale des Jeunes ; l'Union Sacrée 1914, vue de France et d'Allemagne.

Lisez, diffusez « REVOLUTION » (prix du numéro, 0 fr. 75) ; abonnez-vous : à titre de propagande, le prix de l'abonnement reste fixé jusqu'au 1^{er} novembre à 5 fr. par an.

Adresser provisoirement les fonds au C.C.P. Rousset.

Et en France ?

Le Fascisme relève la tête

La situation française après Munich.

Le Front populaire devait nous apporter le pain, la paix, la liberté. Il nous apporte, depuis deux ans, et dans des conditions sans cesse aggravées, un continuel abaissement du niveau de vie des masses, une aggravation monstrueuse des dangers de guerre et des charges écrasantes qu'elle entraîne, une destruction progressive des maigres libertés encore possédées par les travailleurs. Après Munich la réaction triomphe, relève décidément la tête et acclame Daladier, instrument de sa victoire. Financièrement, économiquement, militairement, socialement, extérieurement, le gouvernement Daladier, soutenu par les communistes et les socialistes, a préparé la voie à un gouvernement réactionnaire et au progrès du fascisme. Par leur abandon — cyniquement avoué ces derniers mois — des revendications des travailleurs, par leur provocation à la guerre, par leur soutien des radicaux, par leur collaboration à la défense nationale, et à l'union sacrée, les partis ouvriers ont ouvert au fascisme la voie du recrutement des masses. Dans les lois votées par le Front populaire, la réaction au pouvoir trouverait, demain, tout l'appareil nécessaire à établir sa domination.

Dès maintenant la réaction proclame brutalement ce qu'elle veut. Accentuer la politique de redressement « timidement » entreprise par Daladier... sur le dos des travailleurs. Débarrasser la « démocratie » de toute « démagogie », c'est-à-dire de toute revendication des travailleurs. Accélérer et amplifier les dépenses militaires, qui rendront sa force à l'impérialisme français. Dès maintenant faire payer aux travailleurs les frais de la mobilisation. Dissoudre la Chambre pour profiter des fautes criminelles du bellicisme socialiste et communiste et de la démagogie « pacifiste » des réactionnaires. Régler les comptes des partis ouvriers, ne plus tolérer de parti ouvrier « inféodé » à l'étranger, c'est-à-dire (car nous avons ce que parler veut dire) engager une répression d'envergure contre les ouvriers, les militants révolutionnaires et l'internationalisme prolétarien. Assurer la « tranquillité » nécessaire à la « protection de notre empire »... autrement dit étouffer toutes les luttes ouvrières. « Le gouvernement doit profiter de l'heure qui passe, écrit le radical de droite Bastide, pour imposer tous les sacrifices et toutes les contraintes. » Et l'ancien ministre radical Mistler réclame des « camps de travail » à l'hitlérienne. « La force française, conclut l'organe du Comité des Forges, le Temps, ne doit plus souffrir ni défaillance, ni facilité, ni abandon ». Nous avons compris.

Les crimes des social-démocrates et des staliniens.

Les travailleurs comprennent une chose : si nous voulons sortir de là, nous devons établir les responsabilités et en tirer la leçon. Mais ce travail, c'est la classe ouvrière qui le fera. C'est elle qui balayera devant sa porte et en chassera les ordures qui l'infectent.

1) La trahison social-démocrate. Pendant toute la crise internationale, l'Internationale ouvrière socialiste ne s'est pas réunie. Pourquoi ? Parce que chacune de ses sections nationales avait une position différente sur la guerre immédiate. Dans chaque pays, les partis nationaux — en France, la SFIO — suivaient servilement leur bourgeoisie. Ils leur livraient, comme ils l'avaient promis, les travailleurs pour le massacre. Incapable partout

de lutter contre la pourriture capitaliste et le danger fasciste, battus depuis des années par les vagues réactionnaires dans presque tous les pays, ils faisaient finalement confiance... à leur impérialisme national... pour battre le fascisme... sous les ordres de la dictature militaire.

2) La trahison stalinienne. Elle a dépassé en crimes le complice social-démocrate. Pendant toute la crise, l'Internationale communiste, le Parti communiste français ont multiplié leurs provocations à la guerre, ont tout fait pour jeter les travailleurs dans le massacre. Instruments serviles de la bureaucratie stalinienne, les dirigeants staliniens français ont soutenu cyniquement le jeu de l'impérialisme français. Ils l'ont tour à tour supplié et menacé de soutenir son bastion militaire en Europe Centrale, la Tchécoslovaquie, et son vassal, le bonapartisme tchèque. Eux qui ont arrêté, étouffé, freiné, brisé tant de mouvements corporatifs depuis 1936, ils ont déclenché, au pire moment, la grève du Bâtiment, pour faire pression sur le gouvernement Daladier et le pousser à déclarer la guerre. Quand ils ont cru la partie gagnée, au moment le plus aigu de la tension internationale, quand, seule, la lutte des ouvriers pouvait arrêter la guerre, leurs bonzes syndicaux, la main dans la main de leurs complices réformistes, ont brisé les reins au mouvement au nom de la défense nationale. Maintenant, devant leur découverte, ils menacent de le reprendre pour faire face au gouvernement, non pour défendre les intérêts des travailleurs, mais pour contraindre l'impérialisme français et Daladier à maintenir la ligne de politique extérieure, voulue par la bureaucratie stalinienne. C'est par de tels crimes, que l'on brise la lutte des ouvriers, qu'on les jette dans les bras du fascisme.

Les travailleurs ne seront pas dupes. Plus que jamais, ils lutteront pour le triomphe de leurs revendications. Mais, pour mener ce combat, ils chasseront les dirigeants de trahison. Ils se donneront des dirigeants dévoués aux intérêts ouvriers et révolutionnaires.

La tâche de l'avant-garde.

Pour cela, il faut forger une avant-garde. La réaction ne profitera pas de la situation, ne passera pas si elle se heurte à une résistance résolue des ouvriers, conduits par une avant-garde révolutionnaire. Telle est la tâche immédiate du moment. Sous le jeu mêlé et également criminel des bonzes réformistes et staliniens, la C.G.T. perd ses adhérents et risque la défaite. Une avant-garde résolue, liée aux usines, lui rendra sa force, rendra aux ouvriers leur capacité d'offensive sur la base d'un programme d'action syndicale révolutionnaire.

Mais pour forger cette avant-garde il faut impitoyablement chasser des rangs ouvriers toute confusion, toute compromission. Au cours de la crise, l'adversaire de classe a su utiliser le pacifisme des ouvriers pour s'introduire dans leurs rangs. Il a détourné des milliers de travailleurs dans la voie d'une protestation « pacifiste » et d'un soutien de la « politique de concessions » menée par Daladier, le fourrier de la réaction. De telles erreurs doivent être impitoyablement dénoncées. Il ne s'agit pas de sectarisme. Il s'agit d'opposer au pacifisme, finalement instrument de la bourgeoisie, la lutte de classe contre la guerre, seule capable d'armer la résistance des travailleurs. C'est dans cette voie, et non pas dans celle des compromis pacifistes, que nous demandons aux camarades du PSOP de se joindre à nous pour construire le parti marxiste de la révolution socialiste...

Camarades communistes, anarchistes, du P.S.O.P., c'est le moment de réaliser le front ouvrier contre "les Charcutiers" de Munich, Londres et Paris

(Suite de la page 1)

Flandin-Doriot-Maurras Larocque

Cette équipe s'est lancée démagogiquement aux cris de « A bas la guerre ! », tout en prêtant son meilleur appui à la mobilisation et en préparant les pogroms contre « les Juifs » !

L'Action Française, qui avait salué le premier accord de Chamberlain-Hitler aux cris de « Et maintenant armons ! Armions ! », arborait comme manchette le 29 septembre 1938 : « A la manière de... S'ils s'obstinent ces cannibales, à faire de nous des héros il faut que nos premières balles soient pour Mandel, Blum et Reynaud ».

La « Liberté » de Doriot donne cyniquement le sens de la manœuvre : « Une union sacrée contre la guerre est en train de se constituer avec une puissante base populaire... On sait que dans le pays le peuple veut la paix. De multiples pétitions viennent d'être publiées, des syndicats des P. T. T., des instituteurs, des syndicats agricoles, des femmes de gauche. Toutes réclament des « négociations » et la paix ». Toutes refusent le massacre pour une question de procédure.

Ainsi, le fascisme, utilise ceux qui, ne voulant pas faire un bloc de classe avec nous, les techniciens, le CGT-SR, le cercle « Lutte de Classe », ont préféré clamer « Des négociations ! Des négociations ! » à l'adresse de Daladier. Le 30 septembre Doriot pouvait « triompher » : « La guerre recule. Notre crime : « La « Liberté » a été saisie hier pour avoir défendu la politique que le gouvernement applique aujourd'hui ! ».

De son côté Larocque, sous son mot d'ordre : « Contre les bellicistes et contre les défaitistes », préparait le terrain pour le Pacte à quatre : « Alors pourquoi ne pas battre le fer pendant qu'il est chaud ? Il y a encore la question de l'Espagne, la question de la reconnaissance de l'Empire Italien, la question de la mise en application du Gentlemen Agreement anglo-italien ».

...« Qu'on le veuille ou non, l'accord est un véritable Pacte à quatre auquel on revient. Cela n'est certainement pas pour faire plaisir aux bolchevistes de Russie, ou aux agents des Soviets dans le monde entier ».

Ainsi se trouve révélé la véritable base du « pacifisme » (?) fasciste et gouvernemental :

Préparer le dépècement de l'Espagne ouvrière et de l'URSS. Préparer la guerre sainte de l'Europe fasciste contre le « bolchevisme ». Et d'abord le fascisme à l'intérieur. C'est pourquoi la même presse écume de rage contre les ouvriers de l'aviation qui, après avoir promis sous la pression stalinienne des travailleurs samedi pour la défense nationale, ont refusé finalement.

Telle est la raison pour laquelle, comprenez-vous, ô camarades du PSOP et de l'UA, il ne fallait à aucun prix souscrire à un texte contenant cette même politique avec un langage de « gauche », sous la signature du centre syndical d'action (ce serait mieux de dire : de négociations) Kérillis-Pertinax-Buré-Blum-Péri.

Kérillis-Buré-Péri et l'I.C.

C'est le camp qui voulait la guerre immédiate. Zyromski ne l'a d'ailleurs pas dissimulé. Il fallait selon lui, entrer en guerre, c'était mieux.

C'était aussi l'opinion de Kérillis qui se félicitait de l'accord avec Péri, et qui dénombrait nos forces : pas un bouton de guêtre ne manquait, les

camps d'aviation de Bohême, la Home Fleet, la neutralité de l'Italie, etc.

Chez Buré-Pertinax (Ordre), c'est exactement la version de l'ambassade staliniste.

C'est pourquoi, en définitive, dans ce camp, la place d'honneur revient aux feuilles officielles de Moscou : Ce Soir et l'Humanité.

Mentionnons le lâche « Populaire ». La SFIO était pour la guerre le 29 septembre comme en témoigne l'ordre du jour du Groupe parlementaire rédigé au garde à vous et publié par toute la presse. Mais après Munich, voici le groupe parlementaire « unanime à se réjouir de l'arrêt marqué par la conférence de Munich dans la course à la guerre ».

C'est un langage d'esclave de l'Impérialisme. Le Parti SFIO n'est pas autre chose.

L'attitude du Parti staliniste passera à la postérité comme un modèle de provocation à la guerre, d'excitation chauvine, de fabricants de fausses nouvelles.

Quand nous disons que l'Huma ou Ce Soir font ou publient ostensiblement des faux, nous n'entendons pas par là délivrer un brevet de pacifisme à l'impérialisme adverse, ainsi que le font MM. les pacifistes de toutes couleurs qui bavardent sur les intentions d'Hitler. Cependant c'est un fait que pour pousser à la guerre impérialiste, le journal qui fut communiste a battu les records du « Matin » lui-même en 1914.

Comment les chefs stalinien ont provoqué à la guerre

Ce Soir annonce le 29 en grand titre « Ultimatum ».

L'Humanité du 28 imprime que Hitler exige une réponse pour 14 heures et estime qu'il s'agit de « la mobilisation générale » en Allemagne. Toutes ces informations tendant à imposer la mobilisation générale en France, sont mises en gras, en première page. Mais le démenti du lendemain est publié le 29, en très petits caractères dans l'Humanité.

On a déjà signalé que Marigan dans Ce Soir avait mis en avant comme caution morale, une lettre « émouvante » (sic) adressée « au nom des Français de Tchécoslovaquie ». Dans cette lettre, ces « Français » partagent « les sentiments de dignité et de résolution » qui animent la nation tchécoslovaque ». Le signataire de ces lignes est le fondé de pouvoir de Schneider pour l'Usine Skoda, le nommé Rochette, le nouvel ami de Gitton.

Enfin, l'Humanité utilisait à fond le sophisme de la « défense de la démocratie contre le fascisme » avec l'impérialisme, et celui de la défense de l'indépendance nationale.

Il n'est pas utile d'insister sur le fait que les chefs stalinien ont obligé les gars du Bâtiment à abandonner leur lutte pour le pain et ont obligé les gars de l'aviation à travailler le samedi pour la défense nationale. En outre, l'Humanité a salué l'Etat major tchèque avec le général Sirovy, ex' et futur « héros de la guerre anti-soviétique, comme réalisant un « grand gouvernement d'unité nationale », dans lequel le Parti communiste avait accepté un strapontin dans la coulisse (dans la Commission parlementaire).

Pour souligner l'ignominie d'une telle trahison, rappelons qu'en 1935 le 17 avril (alors qu'Hitler était au pouvoir ; « l'excuse » du fascisme allemand n'est donc pas nouvelle) Thorez répondait à la déclaration de Blum pour « l'union sacrée antifasciste » :

« Les communistes ne veulent pas se laisser entraîner dans une guerre prétendue démocratique contre le fascisme comme en 1914, on avait invoqué le péril de l'Empire réactionnaire contre la république française. Nous nous luttons contre le déclenchement de la guerre impérialiste. Si malgré nous elle éclatait, nous saurions la faire cesser promptement et dresser avec la dictature du prolétariat, la plus grande force de paix qui soit au monde. Nous disons avec Liehnekt : « L'ennemi est dans notre propre pays ».

Quant à Péri, soutien de la dictature militaire de Jean Sirovy, contre le peuple tchèque et bientôt contre le Parti « communiste », nous lui rappelons ses paroles du 14 novembre 1933 (Journal officiel) :

« Notre sympathie va tout entière aux masses laborieuses de Tchécoslovaquie, aux minorités nationales slovaques, allemandes, juives, hongroises opprimées par le pouvoir central de Prague ».

Pour avoir une attitude juste contre la guerre, nous n'avons eu, nous, Quatrième Internationale, qu'à rester fidèles au véritable communisme.

Chez les opposants à la guerre

L'attitude du Centre Syndical d'Action ? (Plutôt de « négociations ») contre la guerre, est examinée par ailleurs.

Voyons l'attitude de ceux qui l'ont suivi : le « PSOP » et l' « Union anarchiste » :

L'Union anarchiste déclare, après avoir dans un article antérieur préconisé la désertion de masse et vitupéré nos positions : « D'autres, bien intentionnés ceux-là, croient habile de miser provisoirement sur ce pacifisme bourgeois et d'approuver naïvement Chamberlain et Daladier sans s'apercevoir que le zèle pacifiste de ces mesiseurs recouvre une crainte. Je suis persuadé que la plupart de ces messieurs ont eu une trouille terrible ».

Ces « paroles » du « Libertaire », ont précisément pour but de couvrir l'UA lorsqu'elle passe dans ce camp « des biens intentionnés », en signant une affiche exhortant Daladier - Gamelin - Chamberlain aux négociations, affiche dont l'Œuvre a reproduit le texte en s'étonnant de « poutuites », puisqu'il s'agissait dit-elle, d'approuver la politique de M. Daladier ! !

Nous demandons à l'UA de reproduire le texte de l'affiche aux côtés du passage ci-dessus du « Libertaire ». Ce sera tout. Comptabilité en partie double, que n'aimeront pas beaucoup, nous en sommes sûrs, les militants anarchistes.

Le rôle du P.S.O.P.

Même observation en ce qui concerne le PSOP.

Juin 36 déclare : « Tous les militants et sympathisants du PSOP s'uniront sans sectarisme, l'œuvre entreprise par le centre syndical d'action contre la guerre, aux côtés de tous les pacifistes et de tous les internationalistes qui ont résisté à la folie criminelle de ces derniers jours ».

« Sans sectarisme », voilà le grand mot lancé ! ! !

Sans sectarisme, pour les dirigeants du PSOP, a signifié tout d'abord ne pas exister, ensuite signer l'affiche Daladiériste, c'est-à-dire non seulement abandonner sa propre position, mais même passer sur les positions de l'adversaire.

Nous estimons, nous, avoir agi sans aucun sectarisme, tentant un accord

avec le CSACG, sur la base suivante : rédiger une affiche (et coordonner l'action commune) en exprimant simplement la nécessité pour les militants syndicaux de toutes tendances ; 1) de résister au déclenchement de la guerre, de dénoncer les mesures du gouvernement Daladier ; 2) de dénoncer le chauvinisme allant de « La Liberté » à « L'Humanité ». Sur cette base l'accord de tous était possible, chacun conservant son programme propre. Mais les dirigeants du CSACG ont entendu rendre cet accord impossible en exigeant que le front unique se réalise sur le texte « Daladiériste ». Les dirigeants du PSOP et de l'UA, ont capitulé au lieu de rejoindre le front unique de classe, des techniciens, de la CGT-SR, et du Cercle « Lutte de Classe ».

Aujourd'hui, il est clair que la manœuvre du CSACG, se refusant à l'action commune avec nous (sinon sur ses propres positions Daladiéristes, négociations) a eu simplement pour résultat : faciliter la politique Daladier, Flandin, Doriot. Dans Juin 36, on classe Paz, Bergery « auteur d'un plan de paix équitable et sympathique » (sic) parmi « ceux qui ne perdent pas la tête ».

Les rédacteurs de tels articles l'ont perdue avec eux et même beaucoup plus, car les agents conscients de Daladier, eux, ne la perdent pas.

Nous ne nous en réjouissons nullement « avec » ou « sans » sectarisme.

Au contraire, nous souhaitons, si possible, que la leçon serve aux militants du PSOP, et aide au rapprochement de nos deux partis. Le fameux « sectarisme » qu'on nous reproche, c'est la clarté du programme marxiste qui n'exclut pas la souplesse ainsi que l'ont montré nos initiatives et notre politique à l'égard du CSACG, où nous avons tout fait pour réaliser un accord. Le non sectarisme des dirigeants du PSOP consiste à avoir cédé au sectarisme des daladiéro-pacifistes du CSACG qui exigeaient que l'unité d'action se réalise sur des bases qui sont au fond, l'accord de Munich. Nous ne voulons pas que la classe ouvrière soit compromise à un titre quelconque, dans de pareils répits ou paix.

L'heure du front unique de classe

C'est pourquoi, devant le danger de fascisme extérieur et intérieur que représentent le « Pacte à Quatre », nous demandons au front unique SGT-SR, Cercle « Lutte de Classe », techniciens, de continuer la lutte :

1) Contre l'impérialisme et sa défense nationale. Pour imposer les réformes sociales au détriment du budget de guerre !

2) Contre la répression anti-ouvrière, pour l'action directe contre les bandes fascistes, pour l'action directe en faveur des revendications ouvrières et paysannes ;

3) Pour l'aide directe à l'Espagne, et pour une opposition irréductible par la lutte de classe, aux impérialismes qui veulent dépecer l'Espagne ouvrière et l'URSS (et achever dans ces derniers pays la besogne contre-révolutionnaire de Staline).

Nous demandons à l'UA et au PSOP de se joindre à cette unité d'action.

Nous demandons aux Sections Communistes menacées par la répression Daladier-Flandin, de réaliser ce front ouvrier que veulent les ouvriers communistes avec nous.

Le Gérant : LORET



Imp. Spéciale, 15, Passage Dubail, Paris.